

Communiqué

FÉDÉRAL

Commissaire à la protection de la vie privée du Canada

PROVINCIAL ET TERRITORIAL

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Alberta

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Île-du-Prince-Édouard

Ombudsman du Manitoba

Commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée du Nouveau-Brunswick

Agent de révision de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée de la Nouvelle-Écosse

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée du Nunavut

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario

Président, Commission d'accès à l'information du Québec

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Saskatchewan

Commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de Terre-Neuve-et-Labrador

Commissaire à l'information et à la vie privée des Territoires du Nord-Ouest

Ombudsman et commissaire à l'information et à la protection de la vie privée du Yukon

Pour diffusion immédiate

Le 18 février 2015

Les organismes chargés de voir au respect de la loi sont fortement encouragés à tenir compte du respect de la vie privée et de la protection des renseignements personnels avant de se doter de caméras corporelles

Les ombudsmans et commissaires fédéraux, provinciaux et territoriaux publient un document d'orientation sur l'application de la loi et l'utilisation de caméras corporelles

Les défenseurs canadiens du droit à la vie privée et de la protection des renseignements personnels exhortent les organismes chargés de voir au respect de la loi dans tout le pays à réfléchir soigneusement aux risques importants pour la vie privée que présentent les caméras corporelles fournies aux agents.

Le commissaire à la vie privée fédéral et les ombudsmans et commissaires à la protection de la vie privée et de la protection des renseignements personnels de toutes les provinces et territoires ont publié aujourd'hui un [document d'orientation](#) qui vise à aider les organismes chargés de voir au respect de la loi à élaborer des politiques et procédures régissant l'utilisation de caméras corporelles.

Ce document engage les organismes chargés de voir au respect de la loi à évaluer, avant d'adopter un programme de caméras corporelles, si les retombées attendues l'emportent sur les répercussions sur la vie privée et de la protection des renseignements personnels.

Dans le document, on souligne que les risques à la protection de la vie privée et des renseignements personnels peuvent être cernés et atténués en faisant une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée et à la protection des renseignements personnels. Effectuer une telle évaluation est fortement encouragé avant de mettre sur pied un programme d'utilisation de caméras corporelles, et constitue une pratique exemplaire. Les organismes peuvent par ailleurs consulter des experts sur la protection des renseignements personnels et lancer un projet pilote avant de déployer des caméras corporelles à une grande échelle.

Le document aborde également les enjeux suivants :

Sensibilisation du public : Les organismes chargés de voir au respect de la loi devraient faire appel aux médias locaux, et à d'autres méthodes de sensibilisation, pour informer le public de tout nouveau programme de caméras corporelles. De plus, il faudrait prescrire aux agents d'informer les personnes au sujet de l'enregistrement d'images et de sons, dans la mesure du possible.

Mesure de protection : Les enregistrements devraient être adéquatement protégés par des méthodes comme le chiffrement, l'accès restreint et des périodes de conservation strictes.

Politiques et procédures : Il faut absolument faire mettre en place des politiques et procédures relatives à la responsabilisation, à la formation des employés et au traitement des demandes d'accès aux enregistrements formulées par des particuliers.

Passants : Les critères de mise en marche de la caméra vidéo devraient prendre en compte la nécessité d'enregistrer le moins possible les passants non concernés ou les interactions anodines avec le public.

Utilisations secondaires : Si l'on envisage d'utiliser les enregistrements à des fins secondaires – comme la formation des agents, la recherche, ou l'évaluation du rendement des employés – il faut examiner ces utilisations de façon à assurer une protection adéquate de la vie privée et des renseignements personnels des personnes concernées.

Reconnaissance faciale : L'emploi de technologies d'analyse vidéo comme la reconnaissance faciale, la reconnaissance des plaques d'immatriculation et la reconnaissance des formes soulève de nouvelles préoccupations en matière de vie privée et de collecte de renseignements personnels qui nécessitent une étude minutieuse et une attention particulière.

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada est chargé de s'assurer de la conformité de la GRC avec la *Loi sur la protection des renseignements personnels* fédérale.

Dans de nombreuses provinces et territoires, ce sont les ombudsmans et les commissaires qui appliquent les lois provinciales et territoriales sur la vie privée et la protection des renseignements personnels se rapportant aux organismes chargés de voir au respect de la loi, y compris, dans certaines provinces et territoires, les services de police municipaux et provinciaux.

Citations

« Alors qu'un nombre croissant de services de police envisagent de se doter de caméras corporelles, nous tenons à souligner les répercussions très graves sur les droits à la vie privée. Il est essentiel d'aborder ces questions dès le départ afin de maintenir un juste équilibre entre les besoins des organismes chargés de voir au respect de la loi et le droit à la vie privée des Canadiens. » – **Daniel Therrien, commissaire à la protection de la vie privée du Canada**

« Il incombe aux organismes chargés de voir au respect de la loi de mettre en œuvre les programmes de caméras corporelles d'une manière qui respecte le droit à la vie privée et la législation connexe. Le document d'orientation aidera ces organismes à mieux comprendre les nombreux facteurs à prendre en compte dans le domaine. Notre porte est toujours ouverte pour les services de police de la province qui souhaitent nous consulter. » – **Brian Beamish, commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario par intérim**

Voir aussi : [Document d'orientation pour l'utilisation de caméras corporelles par les organismes chargés de voir au respect de la loi](#)

Personnes-ressource pour les médias

Commissariat à la protection de la vie privée du Canada

Valerie Lawton
Valerie.Lawton@priv.gc.ca

Bureau de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Alberta

Scott Sibbald
SSibbald@oipc.ab.ca
780-422-9048 / 1-888-878-4044

Bureau de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique

Cara McGregor
cmcgregor@oipc.bc.ca
250-217-5535

Bureau de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Île-du-Prince-Édouard

Maria MacDonald
902-368-4099

Bureau de l'ombudsman, Manitoba

Mel Holley
204-982-9130

Bureau de la commissaire à l'accès à l'information et à la protection de la vie privée, Nouveau-Brunswick

Lucrece Nussbaum
Lucrece.nussbaum@gnb.ca
506-453-5965 / 1-877-755-2811

Bureau d'examen de l'accès à l'information et de la protection de la vie privée, Nouvelle-Écosse

Catherine Tully
902-424-4684 / 1-866-243-1564

Bureau de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée du Nunavut

867-669-0976

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario

Trell Huether
Trell.Huether@ipc.on.ca
416-326-3939

Commission d'accès à l'information du Québec

Isabelle St. Pierre
isabelle.st-pierre@cai.gouv.qc.ca
1-888-528-7741

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Saskatchewan

Kim Mignon-Stark
kmignon-stark@oipc.sk.ca
306-798-0173

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de Terre-Neuve-et-Labrador

Ed Ring
commissioner@oipc.nl.ca
709-729-6309

Bureau de la commissaire à l'information et à la vie privée des Territoires du Nord-Ouest

867-669-0976

Bureau de la commissaire à l'information et à la protection de la vie privée du Yukon

867-667-8468